



**PRÉFET
DE LA SARTHE**

Liberté
Égalité
Fraternité

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

Laval, le **14 novembre 2023**

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

| | |
|---------------------|---|
| Exploitant | Vandemoortele Bakery Products France |
| N° GUN-ENV | 0006301501 |
| Adresse site | ZA Les Grouas BP05 72190 Neuville-sur-Sarthe |
| Activité | Production de viennoiseries crues surgelées |
| Régime | Autorisation - Rubrique principale 3642-3 et BREF principal FDM |

Par transmission du 17/10/2023, la société Vandemoortele Bakery Products France implantée sur la commune de Neuville-sur-Sarthe a transmis à l'inspection des installations classées son dossier de réexamen complété (Version n°2 – Octobre 2023) suite aux observations formulées par courrier du 23/12/2022.

Par arrêté préfectoral n°2013276-0002 du 10 octobre 2013, la société Vandemoortele Bakery Products France est autorisée à exploiter des installations de production de viennoiseries crues surgelées comprenant notamment une installation classée sous la rubrique n°3642-3 - Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux.

Ces installations, ainsi que les installations connexes, sont soumises aux dispositions de la section 8 du chapitre V du titre Ier du livre V du Code de l'Environnement relatives à la



Mel : uidam.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr

Rue du Cul d'Anon - Parc d'activités Angers / Saint Barthélemy - CS80145 49183 Saint Barthélemy d'Anjou Cedex

directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite « IED » (Industrial Emissions Directive). En particulier, les articles R. 515-70 et suivants du code de l'environnement précisent les modalités de réexamen et l'article R. 515-72 précise le contenu du dossier de réexamen.

L'objet du dossier de réexamen est de définir les mesures techniques et réglementaires qui permettront à l'établissement d'être conforme aux exigences de la directive IED à échéance du délai de réexamen, soit 4 ans après la parution au Journal Officiel de l'Union Européenne des conclusions sur les meilleures techniques disponibles associées à la rubrique principale.

Il a été acté par le Préfet par courrier du 26 août 2015, suite à une proposition motivée de l'exploitant en date du 26 mars 2014, complétée le 1^{er} novembre 2014, que la rubrique principale de l'établissement est la rubrique 3642-3 et que les conclusions sur les meilleures techniques disponibles associées à cette rubrique sont celles définies par le BREF Industries agro-alimentaires et laitières.

Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (BREF Industries agro-alimentaires et laitières) étant parues au Journal Officiel de l'Union Européenne le 04 décembre 2019, l'établissement devait remettre son dossier de réexamen avant le 04 décembre 2020 et ce, en application de l'article R. 515-71 du code de l'environnement. L'autorisation d'exploiter et les conditions d'exploitation de l'établissement devront en conséquence être conformes aux exigences de la directive IED avant le 04 décembre 2023.

Ce dossier de réexamen (version n°1 – Août 2022) a été remis à la préfecture par courrier du 09/11/2022. Après examen, une demande de compléments a été formulée par courrier du 23 décembre 2022. Le dossier de réexamen complété (version n°2 – Octobre 2023) a été déposé le 17 octobre 2023. Le présent rapport expose l'examen de ce dossier par l'inspection des installations classées et propose les suites à lui donner.

I - PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT

I.1 - ACTIVITÉS INDUSTRIELLES DU SITE

L'établissement est spécialisé dans la confection de viennoiseries crues surgelées. L'usine comprend trois lignes de production associées à trois surgélateurs, fonctionnant simultanément.

- Ligne V1 : fabrication de produits divers à base de pâte levée et de crème pâtissière,
- Ligne V2 : fabrication de pain aux raisins et de croissants,
- Ligne V3 : fabrication de pains au chocolat et croissants.

Les produits élaborés sont multiples et variés, ils se déclinent sous différents formats, individuels ou familiaux, et divers conditionnements.

Trois bâtiments sont présents sur le site :

- le bâtiment d'usine, occupant une surface totale de 10 253 m²,
- le bâtiment de la salle des machines à l'ammoniac de 304 m²,
- un bâtiment préfabriqué abritant des bureaux à l'extrémité Sud-Est du site, et couvrant une surface de 550 m².



L'installation est située sur la zone d'activités Les Grouas à NEUVILLE-SUR-SARTHE. Cette zone est localisée à 1 km au Sud-Est du centre-bourg.

La production annuelle maximale de 30 000 tonnes est répartie sur 360 jours travaillés.

I.2 - SITUATION ADMINISTRATIVE

Au titre de la réglementation sur les installations classées, cette société est réglementée par les actes administratifs suivants :

- Arrêté préfectoral d'autorisation n°2013276-0002 du 10 octobre 2013, société Panarmen - commune de Neuville sur Sarthe – autorisation d'exploiter une unité de fabrication de viennoiseries crues surgelées et de beignets cuits surgelés,
- Arrêté préfectoral complémentaire du 20 septembre 2012 portant sur les rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique,
- Courrier préfectoral du 28 octobre 2014 relatif au bénéfice d'antériorité pour la rubrique 2921 (installation de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle pour une puissance de 3 100 kW),
- Courrier préfectoral du 26 août 2015 indiquant la prise en compte des justificatifs concernant la non remise du rapport de base et le rappel de déposer le dossier de réexamen périodique dans l'année suivant la parution au journal officiel des communautés européennes des conclusions sur les meilleures techniques disponibles du Bref « industries agroalimentaires et laitières »,
- Donner acte par courrier préfectoral du 1er octobre 2015 concernant la modification de certaines installations et prise acte du tableau de nomenclature,
- Donner acte par courrier préfectoral du 22 juillet 2016 concernant l'arrêt de la production de beignets,
- Donner acte par courrier préfectoral du 19 octobre 2016 concernant l'arrêt de l'activité concernée par la rubrique 2661-1 (Régime de déclaration),
- Récépissé de changement d'exploitant du 08 juin 2022 au profit de la société Vandemoortele Bakery Products France.

La situation des installations au titre des rubriques des installations classées pour la protection de l'environnement, tel que prévu à l'article L.512-7 du Code de l'environnement est reprise dans le tableau ci-dessous.

| Rubrique | Désignation de la rubrique | Éléments caractéristiques | Régime |
|----------|---|---------------------------|--------|
| 3642.3 | Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus : 3.Matières premières animales et végétales, aussi bien en produits combinés qu'en produits séparés, avec une capacité de production, exprimée en tonnes de produits finis par jour : a) Supérieure à 75 si A est égal ou supérieur à 10 où « A » est la proportion de matière animale (en pourcentage de masse) dans la quantité entrant dans le calcul de la capacité de | 145 t/j | A |

| Rubrique | Désignation de la rubrique | Éléments caractéristiques | Régime |
|----------|--|---------------------------|-------------------|
| | production de produits finis. | | |
| 4735.1 | Stockage et emploi d'ammoniac | 6,5 t | A |
| 2921.2 | Installation de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle | 3 100 kW | E |
| 1510-2 | Entrepôts couverts | 42 127 m ³ | DC ⁽¹⁾ |

* A = Autorisation, E = Enregistrement, DC = Déclaration avec contrôle, D = Déclaration

(1) Classement acté suite à l'examen de la demande de bénéfice des droits acquis au titre de la rubrique 1510 en application de l'article L. 513-1 du Code de l'Environnement (Rapport de l'inspection des installations classées daté du 16/02/2023).

I.3 - Périmètre IED et BREF applicables

Le périmètre d'application de la section 8 du code de l'environnement qui transpose la directive IED, a été défini, conformément à l'article R. 515-58, par l'exploitant comme suit :

- Préparation de produits alimentaires d'origines végétale et animales,
- Production de froid,
- Consommation d'énergie,
- Traitement des effluents,
- Gestion des déchets.

L'établissement est visé par les conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles et les documents BREFs (Best Reference Documents) sectoriels suivants qui lui sont opposables :

- BREF FDM (Food Drink and Milk), BREF principal, paru en décembre 2019 : ce BREF a été retenu par l'exploitant.
- BREFs secondaires :
 - BREF LCP (Large Combustion Plants), paru en juillet 2017, qui concerne les grandes installations de combustion : ce BREF n'a pas été pris en compte (absence d'installation de combustion classée)
 - BREF WT (Waste Treatment), paru en août 2018, qui concerne le traitement des déchets. Il est en lien avec le respect des MTD 2.V et 22 du BREF FDM et n'a pas été pris en compte.

Ainsi que par les documents BREFs transversaux suivants pour identifier les MTD applicables pour ces installations :

- Efficacité énergétique (ENE), paru en février 2009 : pris en compte par l'exploitant.
- Systèmes de refroidissement industriel (ICS), paru en décembre 2001 : pris en compte par l'exploitant.

II - ANALYSE DU DOSSIER DE RÉEXAMEN

Le dossier transmis est tenu de comporter les éléments prévus par l'article R. 515-72 du code de l'environnement, *a minima* :

1° Des éléments d'actualisation du dossier de demande d'autorisation portant sur les meilleures techniques disponibles, prévus au 1° du I de l'article R. 515-59 (1° La description des mesures prévues pour l'application des meilleures techniques disponibles prévue à l'article L. 515-28 : sites IED doivent être exploités en appliquant les meilleures techniques disponibles et par référence aux conclusions sur ces

meilleures techniques), accompagnés, le cas échéant, de l'évaluation prévue au I de l'article R. 515-68 ;

2° L'avis de l'exploitant sur la nécessité d'actualiser les prescriptions en application du III de l'article R. 515-70.

Par ailleurs, conformément au Guide pour la simplification du réexamen de décembre 2020, pour les cas simples, le contenu du dossier de réexamen est complété par :

- La définition du périmètre IED et la liste des BREF pris en compte ;
- le positionnement par rapport aux MTD. On y retrouvera notamment :
 - (i) La liste explicite des MTD déjà mises en œuvre, avec la mention des techniques mises en œuvre ;
 - (ii) La liste explicite des MTD (avec mention des techniques) que l'exploitant prévoit de mettre en œuvre dans le délai de conformité applicable, et les modifications ainsi engendrées ;
 - (iii) Les justifications à l'appui des MTD non prises en compte car non pertinentes pour l'installation ;
 - (iv) Le positionnement du niveau actuel des émissions par rapport aux NEA-MTD et des autres performances par rapport aux NPEA-MTD le cas échéant, précisant les valeurs que l'exploitant s'engage à respecter dans le délai de conformité applicable.

II.1 - Situation de l'établissement vis-à-vis du BREF FDM

Les MTD applicables déjà mises en œuvre et celles prévues avec délai pour les principaux enjeux du site (émissions air, eau, conso NRJ ...) en lien avec le réexamen IED, sont synthétisées ci-dessous.

MTD 1 : Système de management environnemental (AMPG 3642 – II-5)

La MTD consiste à mettre en place et à appliquer un système de management environnemental (SME) présentant un certain nombre de caractéristiques.

L'exploitant n'est pas certifié ISO 14001 ni EMAS. L'exploitant précise qu'une charte « Environnement » et une charte « développement durable » ont été mises en place. Les engagements de l'entreprise sont mentionnés. Dans son dossier, l'exploitant décrit les moyens mis en œuvre afin de garantir le respect total de cette MTD compte tenu de l'absence de certification.

MTD 2 : Établir et mettre à jour dans le cadre du SME un inventaire de la consommation d'eau, d'énergie et de matières premières ainsi que des flux d'effluents aqueux et gazeux (AMPG 3642 II-6)

L'exploitant précise qu'un suivi des consommations d'eau, d'énergie et de matières premières ainsi que des flux d'effluents aqueux est réalisé. Les éléments présentés dans le dossier de réexamen témoignent du respect de cette MTD.

MTD 3 : Surveillance des principaux paramètres de procédé des émissions dans l'eau (AMPG 3642 II-7.2)

La MTD consiste à surveiller les principaux paramètres de procédé (par exemple, surveillance continue du débit des effluents aqueux, de leur pH et de leur température) à certains points

clés (par exemple, à l'entrée et/ou à la sortie de l'unité de prétraitement, à l'entrée de l'unité de traitement final, au point où les émissions sortent de l'installation).

L'exploitant indique qu'il réalise une auto-surveillance en entrée et sortie de sa station d'épuration.

MTD 4 : Surveillance des émissions dans l'eau aux fréquences indiquées et conformément aux normes EN (AMPG 3642 II-7.2)

| Paramètres | AP du 10/10/2013 | Fréquence définie par la MTD n°4 et l'AMPG du 27/02/2020 | Proposition de fréquence de l'exploitant | Norme | Respect de la MTD n°4 et l'AMPG du 27/02/2020 |
|------------------|------------------|--|--|---|---|
| DCO | Journalier | Journalière | Journalière | Pas de norme EN | OUI |
| Azote global | Hebdomadaire | | | Plusieurs normes EN (par exemple, EN 12260, EN ISO 11905-1 | OUI |
| Phosphore | Hebdomadaire | | | Plusieurs normes EN (par exemple, EN 6878, EN ISO 15681-1 et -2, EN ISO 11885 | OUI |
| MEST | Hebdomadaire | | | EN 872 | OUI |
| DBO ₅ | Mensuel | Mensuelle | Mensuelle | EN 1899-1 | OUI |
| Chlorure | / | | | Plusieurs normes EN (par exemple, EN ISO 10304-1) | OUI |

Dans son dossier, l'exploitant s'engage à actualiser les périodicités de surveillance conformément aux dispositions de l'AMPG du 27/02/2020. La fréquence d'analyse de l'azote global, des MES et du phosphore total sera revue avec une analyse quotidienne pour ces trois paramètres.

L'exploitant s'engage à effectuer l'analyse des chlorures une fois par mois conformément aux normes analytiques en vigueur d'ici décembre 2023.

MTD 5 : La MTD consiste à surveiller les émissions canalisées dans l'air au moins à la fréquence indiquée et conformément aux normes EN.

L'exploitant n'est pas équipé de procédés de séchage et indique ne pas être concerné par cette MTD.

MTD 6 : Afin d'accroître l'efficacité énergétique, la MTD consiste à utiliser la MTD 6a et une combinaison appropriée des techniques courantes énumérées au point b). (AMPG 3642 I.8)

L'exploitant a indiqué appliquer la MTD 6a et au moins 2 techniques courantes de la MTD6b.

MTD 7 : Afin de réduire la consommation d'eau et le volume des effluents aqueux rejetés, la MTD consiste à recourir à la MTD 7a et à une ou plusieurs des techniques indiquées aux points b). à k) (AMPG 3642 I.9)

L'exploitant a indiqué appliquer la MTD 7a et au moins 1 technique des points b) à k).

MTD 8 : Afin d'éviter ou de réduire l'utilisation de substances dangereuses, par exemple pour le nettoyage et la désinfection, la MTD consiste à appliquer une ou plusieurs des techniques : quatre techniques a à d.

L'exploitant a indiqué appliquer l'ensemble des techniques énumérées à la MTD 8.

MTD 9 : Il s'agit au travers de cette MTD d'éviter les émissions de substances appauvrissant la couche d'ozone et de substances à fort potentiel de réchauffement planétaire.

L'exploitant précise que l'installation de réfrigération principale fonctionne à l'ammoniac. Les bureaux et la salle de pause sont chauffés / climatisés par des pompes à chaleur air/air. Le fluide frigorigène utilisé est le R410A (12 kg). Ce fluide présente un ODP nul et un PRP inférieur à 2500.

MTD 10 : Cette MTD vise à utiliser plus efficacement les ressources en appliquant une ou plusieurs des techniques a) à f).

L'exploitant indique utiliser les techniques b) et c).

MTD 11 : Afin d'éviter les émissions non maîtrisées dans l'eau, la MTD consiste à prévoir une capacité appropriée de stockage tampon des effluents aqueux.

L'Arrêté Ministériel de Prescriptions Générales demande à ce que le site dispose d'une rétention appropriée de stockage tampon des effluents aqueux. L'exploitant indique que les capacités des ouvrages présents au sein de la station d'épuration ont été calculées pour permettre une homogénéisation des effluents et une régulation sur 7 jours des apports au traitement. En cas de pollution, les effluents peuvent être contenus dans ces ouvrages par arrêt des pompes.

MTD 12 : Afin de réduire les émissions dans l'eau, la MTD consiste à recourir à une combinaison appropriée des techniques indiquées a) à m).

L'exploitant dispose de sa propre station d'épuration. L'exploitant indique utiliser les techniques a), c), d), e), k) et m).

Les informations suivantes sont présentées dans le dossier.

| Paramètres | NEA-MTD (moyenne journalière) | VLE définies par l'AP du 10/10/2013 |
|--|----------------------------------|--|
| Demande Chimique en Oxygène (DCO) | 25-100 mg/l | 300 mg/l |
| Matières en suspension totales (MEST) | 4-50 mg/l | 100 mg/l |
| Azote total (NT) | 2 - 20 mg/l | 30 mg/l |
| Phosphore total (PT) | 0,2 – 2 mg/l | 5 mg/l |

Les résultats de surveillance de la qualité des effluents en sortie de la station d'épuration sur les trois dernières années sont précisés dans le tableau suivant.

| | 2021 | | 2022 | | 2023 | |
|---------|------|------|------|------|------|------|
| | P50 | P90 | P50 | P90 | P50 | P90 |
| DCO | 79 | 140 | 62 | 150 | 31,5 | 64,3 |
| MES | 7.5 | 30 | 23 | 63.8 | 9,2 | 43,8 |
| N total | 3.5 | 12.1 | 8.65 | 27.6 | 5,5 | 10,6 |
| P total | 0.73 | 3.4 | 3.25 | 4.66 | 2,88 | 4,66 |

Dans son dossier, l'exploitant précise que des mesures ont prises pour améliorer la qualité des rejets : réduction des rejets chargés dans l'usine, utilisation de produits lessiviels sans phosphore pour les NEP, amélioration du dosage de nutriments sur la STEP et amélioration de l'extraction des boues sur la STEP. L'efficacité de ces actions sont visibles sur les résultats 2023 (janvier à septembre). Une déphosphatation physico-chimique au chlorure ferrique en sortie de STEP pour améliorer le rejet en phosphore sera également mise en place en 2024. L'exploitant s'est engagé à respecter les NEA-MTD.

MTD 13 : Plan de gestion des nuisances sonores

La MTD 13 n'est applicable que dans les cas où une nuisance sonore est probable et/ou a été constatée dans des zones sensibles. L'exploitant s'est engagé à maintenir son programme de surveillance de ses émissions sonores tel que défini dans son arrêté préfectoral.

MTD 14 : Cette MTD correspond à l'application d'une ou plusieurs techniques a) à e) visant à éviter ou réduire les nuisances sonores.

L'exploitant a indiqué que les mesures opérationnelles (a) (b) (c) et (d) mises en œuvre sur le site.

MTD 15 : Plan de gestion des odeurs

La MTD 15 n'est applicable que dans les cas où une nuisance olfactive est probable et/ou a été constatée dans des zones sensibles. L'exploitant indique que le site n'est pas à l'origine de problème vis-à-vis du voisinage.

II.2 - Situation de l'établissement vis-à-vis du BREF ENE

L'exploitant s'est positionné vis-à-vis du BREF ENE. Le positionnement de l'exploitant ne met pas en évidence de non-respect d'une MTD.

II.3 - Situation de l'établissement vis-à-vis du BREF ICS

L'exploitant s'est positionné vis-à-vis du BREF ICS. Le positionnement de l'exploitant ne met pas en évidence de non-respect d'une MTD.

II.4 - Demande de dérogation

Le dossier de réexamen (Version n°2 – octobre 2023) transmis par l'exploitant ne comporte pas de demande de dérogation au sens de l'article R. 515-68 du Code de l'Environnement.

II.5 - Rapport de base

En application de l'article 2.4.5 de l'arrêté préfectoral du 10/10/2013, l'exploitant a adressé à madame la préfète de la Sarthe un mémoire justificatif pour les installations non soumises au

rapport de base par courrier du 26/03/2014. Le rapport de l'inspection du 16/04/2015 précise que les éléments et justificatifs apportés par la société établissent que les deux critères d'entrée listés au paragraphe 2.2.2 du guide méthodologique pour l'élaboration du rapport de base prévu par la directive IED ne sont pas rassemblés. La justification de non redevabilité d'un rapport de base a été acceptée et actée par courrier préfectoral du 26/08/2015.

III - CONCLUSION ET PROPOSITIONS

Le dossier de réexamen déposé initialement le 09 novembre 2022 et complété le 17 octobre 2023 est complet et conforme à l'article R. 515-72 du Code de l'environnement.

Compte tenu de la situation de l'établissement, des prescriptions techniques d'ores et déjà imposées et des engagements en termes de mise en œuvre des MTD applicables, ce rapport ne propose pas d'actualiser, à ce jour, les dispositions de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2013.

Sur la base de l'examen réalisé, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet :

- d'informer l'exploitant, conformément à l'article R. 515-73 du Code de l'environnement, de l'absence de nécessité d'actualiser, à ce jour, les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2013 ;
- de rappeler à l'exploitant qu'il conviendra d'appliquer l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement **à partir du 4 décembre 2023 ;**
- de respecter, conformément à l'engagement pris au sein du dossier de réexamen, les Valeurs Limites d'Émissions ci-après en sortie de la station d'épuration du site. Ces dispositions seront reprises lors d'une prochaine modification des dispositions de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2013.

| Caractéristiques du rejet | Débits | |
|--|-----------------------|--------------|
| Débit maximum instantané en m ³ /h | 6 | |
| Débit maximum sur 24 h en m ³ /j | 70 | |
| Débit moyen journalier en m ³ /j (en moyenne sur un mois) | 50 | |
| Paramètres | Concentration en mg/l | Flux en kg/j |
| Matières en Suspension – MES | 50 | 2,5 |
| DCO sur effluent non décanté | 100 | 5 |
| DBO ₅ | 50 | 2,5 |
| Azote global | 20 | 1 |
| Phosphore total | 2 | 0,1 |

- de rappeler à l'exploitant qu'il est tenu de mettre en œuvre les dispositions les plus contraignantes entre l'arrêté ministériel pré-cité et l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 octobre 2013.

Conformément aux dispositions de l'article L. 514-5 du Code de l'Environnement, une copie du présent rapport devra être adressée à l'exploitant.

Par ailleurs, l'inspection des installations classées rappelle que, comme le prévoit l'article R.515-79 du Code de l'environnement, la notification du Préfet à l'exploitant précisant la non-nécessité d'actualiser les prescriptions de l'autorisation ainsi que la copie du présent rapport de l'inspection seront diffusées par voie électronique (publication sur le site GEORISQUES).